Merkel exige que les Grecs se tuent au boulot pour rembourser la dette… La mort de l'euro est inévitable

écrit par Christine Tasin | 7 décembre 2016

La crise grecque, suite et non fin. Ou plutôt le retour.
Chronique d'une mort annoncée, inévitablement, tôt ou tard : la mort de l'euro.
Ça explose de partout. La Grèce de nouveau à genoux quémande des sous, Merkel ne veut les lui accorder que si elle réforme son droit du travail et permet les licenciements sauvages. Rien que ça.
Le libéralisme, celui d'une Merkel ou d'un Fillon, c'est ça.
Mener les peuples à leur fin, les obliger à emprunter, à vivre au-dessus de leurs moyens, les obliger à accueillir toute la misère du monde (et la Grèce occupée fait largement son quota) et leur tomber dessus en exigeant le départ en retraite à 70 ans, la semaine de 48 heures, les accords de branche et la suppression du smic et le droit de licencier à tout va pour les patrons…
Pour l'heure, Tsipras dit non. Pour l'heure. On l'a vu tromper sciemment ses concitoyens et rester dans cette Europe qui lamine et trompe les peuples, on ne peut rien attendre de bon

ni de Bruxelles (où Merkel fait la loi) ni du FMI.
FMI qui a déjà tant prêté… et aimerait rentrer dans ses frais…
On se souvient que, pendant l'été 2015, Jacques Sapir avait dénoncé l'accord signé en en montrant l'inanité :

L'économiste Jacques Sapir livre son analyse du dernier accord négocié entre la Grèce et ses créanciers.

L'accord auquel la Grèce et ses créanciers semblent être arrivés, mardi 11 août, après de longues négociations est un mauvais accord. Les 85 milliards qui sont prévus dans cet accord sont, aujourd'hui, largement insuffisants. Il ne pouvait en être autrement. Car ce texte est la conclusion logique du *diktat* imposé, le 13 juillet 2015, par les créanciers à la Grèce. Et ce *diktat* n'a pas été conçu dans l'objectif d'apporter un réel secours à la Grèce, même au prix d'énormes sacrifices, mais uniquement pour humilier et déconsidérer politiquement son gouvernement. Ce *diktat* est le produit d'une vengeance politique et n'a aucune rationalité économique.

Les doutes sont d'ores et déjà présents sur cet accord qui doit être ratifié d'ici le 20 août. Il a été longuement dénoncé dans diverses colonnes. Il va accroître l'austérité dans un pays dont l'économie est en chute libre depuis les manœuvres de la Banque centrale européenne à partir du 26 juin dernier. L'accroissement des prélèvements fiscaux est un non-sens dans une économie en récession. Il faudrait, au contraire, injecter massivement de l'argent dans l'économie pour faire repartir la production. Tout le monde le sait, que ce soit le gouvernement grec ou ses créanciers. Pourtant ces derniers persévèrent dans l'erreur. Pourquoi ?

La responsabilité de l'Allemagne

On pointe souvent la responsabilité de l'Allemagne. De fait, ce pays entend lier cet accord à une stricte conditionnalité et ceci, alors que les conditions mises aux précédents plans d'aides qui ont été signés depuis 2010 ont abouti à une chute de 25% du PIB et à une explosion du chômage. De même, l'Allemagne entend imposer une importante réforme des retraites à Athènes, alors que ces mêmes retraites jouent le rôle d'amortisseur à la crise dans un pays où les transferts intergénérationnels remplacent des allocations chômage désormais très faibles. Cela reviendra à appauvrir un peu plus la population et à provoquer plus de récession. Enfin, l'Allemagne veut encore imposer de larges privatisations. Il est clair que ces dernières permettraient aux entreprises allemandes, qui sont loin d'être blanc-bleu

sur la Grèce (la filiale grecque de Siemens est au cœur d'un immense scandale fiscal) de continuer une liste d'achats à bon marché. On le voit, l'incompétence semble donner la main au cynisme.

La responsabilité de l'Allemagne est évidente. En fait, le seul espoir – si la Grèce doit rester dans la zone Euro – serait d'annuler une large part, de 33% à 50%, de la dette grecque. Mais, de cela, le gouvernement allemand ne veut rien savoir, et ceci, au moment où il apparaît qu'il a tiré de larges profits de la crise grecque, comme le reconnaît un institut d'expertise allemand. Il y a cependant dans l'obstination meurtrière du gouvernement allemand envers le peuple grec quelque chose qui va bien au-delà d'un attachement aux «règles» d'une gestion très conservatrice ou des intérêts particuliers. En fait, le gouvernement allemand entend *punir* le peuple grec pour avoir porté au pouvoir un parti de gauche radicale. Il y a ici une volonté clairement politique et non économique. **Mais, le gouvernement allemand veut aussi *faire de la Grèce un exemple* afin de montrer, en regardant en direction de l'Italie et de la France, comme le note l'ex-Ministre des finance Yanis Varoufakis, qui est le chef dans l'Union européenne. Et cela est des plus inquiétant.**

[…]

Romano Prodi cherche à éviter ou à ralentir la constitution de ce front des forces anti-euro, front qui monte dans l'opinion comme dans les milieux politiques, tant en Italie qu'en Europe. Wolfgang Schäuble, lui, tient à éviter que l'on entre dans une logique d'union de transfert qui serait mortelle pour l'Allemagne. Ainsi, l'un et l'autre affectent de parler de l'Euro et de l'Europe mais, en réalité, pensent dans le cadre national. Quelle meilleur preuve faut-il de la mort de l'Euro, mais aussi de l'échec d'une certaine idée de l'Union européenne ?

Lire l'ensemble de l'article ici :

https://francais.rt.com/opinions/5541-contre-feux

Et à présent, la situation….

Ultimatum allemand à la Grèce : «pas d'échappatoire» aux réformes du marché du travail

L'Allemagne a de nouveau averti la Grèce que le pays devait mettre en œuvre les réformes demandées pour demeurer dans la zone euro. Selon Schaüble, un allègement de

la dette n’aurait pas de conséquences sur le rétablissement économique de la Grèce.

«Athènes doit enfin mettre en œuvre les réformes nécessaires», a déclaré le 4 décembre Wolfgang Schäuble à l’édition dominicale de *Bild*. Le ministre allemand des Finances a une nouvelle fois insisté dans la presse allemande sur la mise en œuvre par le gouvernement grec des réformes qui lui sont réclamées.

Alors que les 19 ministres des Finances de la zone euro se réunissent le 5 décembre à Bruxelles pour discuter de l’allègement de la dette grecque, Wolfgang Schäuble a déclaré que la Grèce aurait à procéder à des réformes impopulaires si elle voulait rester dans la zone euro. Il a également exclu un allègement de la dette grecque et précisé : «Si la Grèce veut rester dans l’euro, il n’y a pas d’échappatoire – et ce, indépendamment du niveau d’endettement.»
Pour Wolfgang Schaüble, si Athènes voulait obtenir de nouveaux emprunts auprès des institutions financières européennes, alors le pays aurait à «libéraliser» le marché du travail, en permettant notamment aux entreprises de licencier plus facilement les salariés.

En réponse, Dimitris Tzanakopoulos, porte-parole du gouvernement grec et cité par l’agence Reuters, a déclaré : «Nous avons clairement indiqué qu’il n’y avait aucune chance que nous acceptions ce que le FMI demande sur les mesures d’austérité et les réformes du travail.» Toutefois, le gouverneur de la Banque de Grèce, Yannis Stournaras, a souligné que de nouvelles mesures étaient nécessaires pour alléger le fardeau de la dette grecque.

Blocage des créanciers et crises en perspective
Le gouvernement d’Angela Merkel a promis au parlement allemand de ne pas demander davantage d’argent pour aider la Grèce, sauf dans le cas où le Fonds monétaire international (FMI) recommencerait à prêter des fonds à Athènes.

Cependant, le FMI refuse de participer financièrement au troisième plan d’aide à la Grèce si la question de sa dette, jugée insoutenable, n’est pas abordée avec ses créanciers. Le FMI, qui a contribué aux précédents plans de sauvetage de la Grèce, a cette fois lié sa participation à un allègement significatif de sa dette.

De son côté, l’Allemagne et son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, persistent à prôner une extrême fermeté face à Athènes. A quelques mois de législatives décisives pour la chancelière Angela Merkel, Berlin renvoie toute idée de restructuration de la dette grecque à 2018.

L’actuel gouvernement grec, dirigé par le parti de gauche Syriza, soutient pour sa part depuis longtemps que l’endettement du pays est le principal obstacle à une croissance économique durable.

Depuis 2010, Athènes a obtenu trois renflouements de la part de ses créanciers internationaux. Sa dette, estimée à plus de 300 milliards d’euros, soit environ 180% de son PIB, est toujours la plus élevée de la zone euro. Le gouvernement du Premier ministre grec Alexis Tsipras a accepté en 2015 un nouveau plan d’austérité et de réformes économiques impopulaires malgré la victoire du «non» lors du référendum organisé sur l’accord proposé par les partenaires et créanciers de la Grèce.

Les propos de Wolfgang Schaüble surviennent alors qu’une nouvelle crise s’est ouverte après le rejet massif du référendum organisé en Italie par le Premier ministre Matteo Renzi. Pour l’économiste Jacques Sapir, cette défaite est également celle de l’austérité en Europe. Selon lui, «la victoire du « non » au référendum italien ouvre un espace important aux forces qui en France contestent l’euro et l’Union européenne».

https://francais.rt.com/economie/30177-ultimatum-allemand-grece-pas-echappatoire-reformes-marche-du-travail